Avec les moudjahidine d'Oum Toub : une mémoire à ciel ouvert*

Khedidja ADEL [1,2] **et Ouanassa SIARI-TENGOUR** [3]

« Nous avons un trésor historique, nous ne devons pas le perdre »[1].

Il y a cinquante ans, le calvaire des habitants du camp de regroupement d'Oum Toub, de l'arrondissement de Collo, prenait fin. Est-il nécessaire de rappeler que pas moins de 46 camps de regroupement[2] quadrillaient les populations du massif, dont le nombre s'élevait en 1961 à 85 358 personnes. Celles-ci furent placées sous le contrôle d'une dizaine de Sections Administratives Spéciales (SAS).

A Oum Toub était regroupée une population de 7609 personnes, réduite à 1500 entre 1963 et 1965. Plus de 90 % de cette population regroupée a pu regagner ses terres[3]. Aujourd'hui, Oum Toub compte 34 500 habitants, elle est à la fois une commune et le siège de la daïra.

Les traces matérielles du camp de regroupement ont pratiquement disparu à l'exception du bordj de la SAS et du local de l'Assistance Médicale Gratuite (l'AMG)[4]. Mais le souvenir est présent chez tous les habitants, hommes et femmes, y compris ceux qui n'étaient encore que des enfants à l'ouverture du camp. L'élaboration de ce texte est le fruit d'entretiens avec quelques témoins et acteurs de ces temps de guerre totale.

---

(1) Université de Constantine, 25000, Constantine, Algérie.
(2) Unité de Recherche sur les Territoires Emergents et Sociétés / CRASC, 25000, Constantine, Algérie.
(3) Unité de Recherche sur les Territoires Emergents et Sociétés / CRASC, 25000, Constantine, Algérie.

* Ce texte a fait l'objet d'une première publication dans *El Watan* du 21 juillet 2012.

1 Propos d'un ancien moudjahid, rencontré à Oum Toub le 30 avril 2012.

2 Cornaton, M. (1967), *Les camps de regroupement de la Guerre d'Algérie*, Paris, l'Harmattan et 1H 3588, archives du SHD. Chaque SAS était dirigée par un officier de l'armée française qui disposait de 30 makhzenis en temps ordinaire.

3 Ce fut le cas des familles dont les maisons n'ont pas été détruites par l'armée française.

4 Ces deux lieux sont encore visibles et occupés par les habitants d'Oum Toub.

A l'écoute de Lalla Khedidja

Nous avons rencontré une grande dame, au mois de mars 2012, Lalla Khedidja habitante d'Oum Toub, localité située dans la Wilaya de Collo, au sud-ouest de Sidi Mezghiche. Elle avait exprimé le vœu de témoigner de son vécu dans le camp où elle passera plus de cinq ans. Elle avait alors dix ans à peine.

Agée aujourd'hui de 66 ans, Lalla Khedidja était encore une enfant quand la Guerre de libération de l'Algérie commence le 1er Novembre 1954. Sa famille vit à Bouchouk, hameau situé dans la montagne autour du mausolée de l'ancêtre éponyme, non loin d'Oum Toub. L'histoire de la famille est étroitement liée à celle de leurs aïeux qui s'étaient distingués par de nombreuses actions de réconciliations entre tribus rivales, comme ce fut le cas des deux tribus des Beni Ouelbane et des Ouled Lhadj d'Oum Toub. Ce désir de paix est scellé[5] dans un endroit appelé *hadjar el 'afia,* situé à la frontière des deux territoires.

Les souvenirs relatés ne sont pas datés mais ils reviennent régulièrement dans la conversation, tout comme la déclinaison de la généalogie rattachée à Sidi Belgacem Ben Youcef[6], dont le sanctuaire est situé au lieu-dit M'jedioua, à une dizaine de kms d'Oum Toub. Le regroupement dans le camp a réactivé le souvenir des ancêtres comme pour contrebalancer la force et la violence engendrées par les ruptures manu militari avec le terroir. Celles-ci ont mis fin, brutalement du jour au lendemain à l'ensemble des pratiques sociales et culturelles qui rythmaient et ordonnaient la vie quotidienne. La mémoire inscrite dans la longue durée aide les uns et les autres à surmonter les difficultés de ces temps d'une guerre, qui ne disait pas encore son nom, d'un côté, et que les gens prisonniers du camp de regroupement désignaient par *thawra* (Révolution).

Dans les années cinquante, la vie quotidienne se déroule au rythme des travaux agricoles. Ici la terre est rare. Les flancs de la montagne sont intensément exploités. Les familles disposent de minuscules lots, éparpillés entre les différentes parcelles. Ils suffisent à peine à produire les cultures vivrières nécessaires à la

[5] A l'initiative du saint Sidi Ali Bounab des Ouled Bounab de Khemis Meliana.
[6] Il s'agit du saint patron de Miliana, cf. Dermenghem, E. (1954), *Le culte des saints dans l'Islam maghrébin*, Paris, Gallimard.

subsistance des familles qui ont augmenté. L'arboriculture (des oliviers) tient une place aussi importante que la pratique d'un peu d'élevage… Aussi, le pays est un lieu d'émigration vers les villes et vers la France. En dehors du travail que peuvent offrir les concessions de liège du massif de Collo et l'exploitation de la mine de Sidi Kamber[7], les possibilités de recrutement sont nulles.

Le père de Lalla Khedidja, ancien combattant de la Première guerre mondiale, est d'un âge avancé au moment du déplacement des populations. Les neuf médailles dont il était décoré sur les champs de bataille en tant que tirailleur ne purent lui épargner le déracinement. L'organisation du FLN lui ordonna de les exhiber lors des opérations de contrôle de l'armée française pour essayer d'éviter le pire aux habitants et permettre aux maquisards d'aller et venir.

Lalla Khedidja se rappelle les différentes réunions qui se tenaient dans leur petite ferme et où elle a entendu pour la première fois le chant patriotique du parti PPA-MTLD, *Hayou chamal Ifriqi* qu'elle chantonne encore. C'est Mohammed Guend[8], *taleb* avant le déclenchement de la Révolution, qui en avait appris aux garçons et aux filles les paroles. Tout porte à croire qu'il était sympathisant sinon adhérent du PPA-MTLD. Des réunions liées à l'Organisation Spéciale (OS), qui préparaient à la lutte armée, se tenaient dans la dechra de Bouchouk.

Aux dires de Lalla Khedidja, son père initiait les hommes aux arts de la guerre. La région était, à la fin des années quarante, acquise aux idées du parti PPA-MTLD dont l'implantation avait progressé en milieu rural comme ailleurs.

S'il ne s'est rien passé dans la région la nuit du 1er Novembre 1954, les échos des opérations armées du FLN/ALN naissant parviennent aux oreilles des habitants du massif de Collo et ne laissent pas insensibles les hommes qui prennent le maquis peu après sous la direction de Zighoud Youcef[9].

---

[7] Les massifs de Collo renfermaient du plomb et du zinc à Aïn Kechera, Dar Debagh et Sidi Kamber.

[8] Mohammed Guend, né en 1928, rejoignit les rangs du FLN/ALN en 1955 et tomba au champ d'honneur en février 1962.

[9] Zighoud Youcef (1921-1956) a succédé au premier chef de la Zone 2, Didouche Mourad tombé au champ d'honneur le 18 janvier 1955.

Lors du soulèvement du 20 août 1955, le massif de Collo entra véritablement en guerre. La gendarmerie de Collo fut attaquée et son commandant tué. Cette opération fut suivie de l'arrivée d'importants renforts militaires encadrés par des officiers des Affaires Algériennes dépêchés pour reprendre « contact » avec les populations rurales « contaminées », dès octobre 1955.

Plusieurs zones du massif furent déclarées interdites, contraignant les habitants des hameaux dispersés dans la montagne à quitter leurs mechtas et à s'installer dans les camps de regroupement désignés. Le mouvement de création des zones interdites informe de l'intensification des actions des maquisards de l'ALN et du climat d'insécurité qui règne désormais dans le massif de Collo considéré comme une « région en plein pourrissement ». Cette conviction est confortée par la saisie de documents révélant la volonté des chefs de la zone 2 - dont Zighoud Youcef, appelé « Si Ahmed » - de proclamer « une République Algérienne »[10] et de constituer une zone libérée.

La création du camp de regroupement d'Oum Toub

Elle remonte au début de l'été 1957. Elle obéit à la nécessité d'isoler les populations rurales de la « rébellion ». Tel est le credo des officiers des Affaires Algériennes qui s'emploient à mettre en place des SAS (Sections Administratives Spécialisées) dans le cadre de la « pacification ». Le quadrillage du massif est total dans le courant de l'été 1956. Le territoire est alors divisé en 10 secteurs chapeautés chacun par un officier de SAS. Et les populations rurales éparpillées dans les mechtas sont « invitées » à quitter leurs demeures pour s'installer dans les camps de regroupement.

Cinquante ans après, Lalla Khedidja restitue avec autant de précisions et beaucoup d'émotion les dures conditions de vie du camp, cet univers concentrationnaire décrit par ailleurs par Abdelmalek Sayad, Pierre Bourdieu (1964) et Michel Cornaton (1967).

Lalla Khedidja cite pas moins de 15 foyers appartenant à son clan familial.

[10] Cf. article de Nucci, G. (1956) « Avec les képis bleus dans le massif de Collo », *La Dépêche de Constantine,* des 4 et 5 août.

A Oum Toub, le camp était situé au lieu-dit Ouled Khessib. Les familles furent déplacées juste avant les moissons qu'elles durent abandonner. De manière brutale, elles se sont retrouvées parquées dans un camp vide de toute habitation, démunies de tout et privées de leurs occupations habituelles (cultures et élevage). Aussi furent-elles invitées à construire elles-mêmes des huttes avec le peu de matériaux disponibles (branchages et *diss*). Les familles ne partageaient pas toujours le même espace (*Zriba*) affecté et devaient composer avec d'autres familles « étrangères ». Cette proximité forcée a donné souvent lieu à des frictions et ravivé des tensions anciennes qui venaient s'ajouter à la violence des nouvelles conditions de vie dans le camp.

Celui-ci était entouré d'une haie de barbelés, entrecoupée par des miradors et quatre portes gardées jour et nuit par des harkis.

La circulation hors du camp était interdite les premiers temps. L'officier de la SAS d'Oum Toub logeait dans le bordj situé dans le camp et édifié rapidement pour signifier « l'œuvre civilisatrice de la France ». Il était persuadé – au nom de la pacification – de mettre fin ainsi à « l'adhésion tacite de la population à la rébellion ». Mais, ne pouvant subvenir aux besoins de la population, l'officier de la SAS autorisa les sorties hors du camp, selon la conjoncture, à deux moments précis : lors de la cueillette des olives et lors des maigres récoltes de céréales permises. Huile et céréales devaient être déposées à la SAS pour empêcher tout ravitaillement destiné aux maquisards. Les familles disposaient d'un carnet de rationnement contrôlé rigoureusement. La ration était limitée à 7 kg par personne et par mois. En cas d'embuscades ou d'incendies, la distribution des vivres était suspendue en guise de représailles. C'est dire que les repas n'étaient pas assurés quotidiennement.

Au printemps et en automne, la cueillette des herbes sauvages dont le *bqol*, permettait aux uns et aux autres de ne pas mourir de faim. La mort était quotidienne, elle touchait les corps les plus vulnérables, ceux des enfants en bas âge en particulier, à tel point qu'il existe deux cimetières d'enfants l'un au camp, au lieu-dit *Merdj Mechouda*, et le second hors du camp au lieu-dit *Boubalouta.* Ce que le rapport de Michel Rocard avait révélé lors de sa publication le 18 avril 1959[11].

[11] Le rapport fut publié par *Le Monde* du 18 avril 1959.

A proximité du camp se trouvaient deux classes qui fonctionnaient selon la disponibilité d'un soldat pouvant donner des cours.

Il existait aussi une AMG (Assistance Médicale Gratuite) qui devait dispenser en théorie des soins à tous. En réalité, l'AMG n'a pas toujours fonctionné, manquant le plus souvent d'infirmier et des médicaments de premiers secours. Quand l'AMG était ouverte, les consultations étaient davantage réservées aux harkis et à leurs proches qu'au reste de la population du camp[12]. La prison où ont séjourné des hommes et des femmes arrêtés a été détruite au lendemain de l'indépendance et une école a été édifiée sur son emplacement.

Evacués dans l'urgence dans le camp de regroupement, les habitants ont dû affronter des complications de tout ordre : outre la résolution des problèmes de survie, ils subissaient les harcèlements et les contrôles incessants des goumiers de la SAS, quand ils n'étaient pas soumis aux corvées.

Si une partie de la population vécut dans le camp de regroupement, on estime que plus de la moitié a préféré demeurer sur place[13], malgré le danger qui pesait sur les zones interdites bombardées sans cesse par l'aviation. Ce choix des populations au péril de leur vie, traduisait le degré de révolte et le refus de se plier à l'ordre colonial. C'est la force de cette révolte qui a nourri la résistance des hommes et des femmes du massif de Collo.

Si El Yazid, l'homme infatigable

A Oum Toub, la plupart des hommes valides ont pris le maquis dans le courant de l'année 1955. Plusieurs furent rejoints par leurs épouses tandis que leurs enfants étaient confiés à des proches parents. Les arrestations et les tortures n'ont épargné personne. Et les femmes subirent les mêmes violences et furent soumises aux mêmes humiliations que les hommes. Plusieurs cas de viol sont évoqués par Lalla Khedidja. Les deux principaux centres de torture étaient situés, l'un à la prison même d'Oum Toub et le second au lieu-dit *Grombat*, à Sidi Kamber près de la mine de plomb et de zinc. Ce dernier est encore visible avec les

[12] Selon l'un des courriers du sous-préfet de l'arrondissement de Collo, daté du 3 décembre 1959, Archives de l'APC d'Oum Toub.

[13] Bourdieu, P. et Sayad, A. (1964), *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle*, Paris, éd. Minuit.

anneaux de fer qui servaient à attacher les prisonniers et les prisonnières.

Parmi les moudjahidine rencontrés, se détache du lot Si El Yazid[14] de son vrai nom Mahmoud Boubriem, initié aux idées nationalistes du PPA-MTLD par Amar Fekrach, Si Mohammed Lahmar, Si Mohammed Bentabed. Ils ont vécu les déchirements du parti à la veille de 1954. Tous ont pris le chemin du maquis en 1955. Si El Yazid disposait d'un fusil de chasse. Comme beaucoup d'autres maquisards, il fut accompagné de son épouse. Connu comme l'homme du *tissal* : outre les liaisons qui l'amenaient à parcourir la Zone 2 (Wilaya 2 après le congrès de la Soummam) dans tous les sens, il était aussi le guide attitré de ses dirigeants Zighoud Youcef, Lakhdar Bentobbal, Ali Kafi, Salah Boubnider. Il assure avoir mis à l'abri, quelque part dans la forêt, de nombreux documents du PC de la Zone/Wilaya 2.

Dans le sillage de Si El Yazid, nous avons rencontré également Si Brahim Boulouadnine, l'homme des embuscades célèbres, comme celle du 12 mai 1957 à Beni Ghezlane où 35 soldats furent tués et 27 autres blessés, ou de Zeggar (mai 1957), et qui furent particulièrement meurtrières pour la troupe française. Les représailles furent terribles à cause de l'intervention de l'aviation qui n'a pas hésité à faire usage du napalm.

Le Cimetière des martyrs

Le 28 avril 2012, journée du *fidaï* en hommage à la disparition de Messaoud Boudjeriou - responsable de la ville de Constantine[15], tombé au champ d'honneur le 28 avril 1961, à Denaïra - fut inauguré le cimetière des martyrs d'Oum Toub et sa région.

Ce jour-là, 38 martyrs dont les corps étaient enterrés dans différents lieux du massif ont été inhumés. Une plaque commémorative fut aussi érigée, portant l'inscription des noms de plusieurs centaines de martyrs dont beaucoup appartiennent à la même famille. Ainsi celle de Hadj Mohammed Fekrache a perdu cinq de ses fils. Parmi ces disparus, nous fut contée l'histoire tragique de Amar Fekrache dit Boudjemaâ qui, lors de son arrestation, fut torturé et son corps meurtri sera traîné et livré aux chiens devant

[14] Depuis, Si El Yazid est décédé au mois d'août 2014.
[15] Constantine est promue *mintaka*/ zone 5 depuis la fin de l'année 1958.

les villageois de Cheraïa, avant d'être achevé à Sidi Kamber le 22 mai 1957.

Oum Toub se souvient de ceux qui ont sacrifié leur vie pour la libération de l'Algérie.

Aux archives de l'APC d'Oum Toub, une liste des orphelins, enfants de martyrs ou non, fut dressée dès 1964 : elle comprend quelques 550 enfants dont il fallait prendre soin.

Chez les rescapés du camp d'Oum Toub, il n'y a pas de place pour le ressentiment malgré les souffrances passées. Dans le vague du regard, on devine l'apaisement. Le devoir patriotique a été accompli. La vie a été très difficile durant la Guerre de libération nationale, elle a continué à l'être durant les premières années de l'indépendance. Les traumatismes sont toujours là. Mais d'aucuns se rappellent que l'école a ouvert ses portes à tous les enfants, filles et garçons à l'automne 1962.

Et aujourd'hui, les progrès les plus spectaculaires ont été réalisés dans le domaine de l'éducation : 23 écoles primaires, 3 collèges, un lycée accueillent la jeunesse d'Oum Toub.

Nous remercions tous les habitants dont les moudjahidine qui nous ont apporté leur aide, ainsi que les autorités de la daïra et de l'APC d'Oum Toub.